

Mandat de négociation avec l'UE - Les mesures d'accompagnement sont nécessaires pour protéger les salaires suisses

Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse / ancien
conseiller national

Audition de la CPE-N
Berne, le 29 janvier 2024



En principe

Oui, mais pas à n'importe quel prix

- Travail.Suisse soutient la consolidation de la voie bilatérale et veut de bonnes relations avec l'UE ce qui implique le lancement prochain de négociations
- La Suisse a les salaires les plus élevés, une protection salariale correspondante est nécessaire
- Le principe reste le même : soutien à la libre circulation des personnes uniquement avec de bonnes mesures d'accompagnement



En principe

Objectifs de la discussion sur les «Bilatérales III»

- Pas d'accord-cadre 2.0 → des points importants doivent être améliorés
- Ne pas faire passer les intérêts de l'économie avant ceux des travailleurs et travailleuses
- Protection du système suisse de protection des salaires contre la CJUE/dynamisation
- Amélioration de la protection des salaires nécessaire

Mandat de négociation

De véritables négociations avec l'UE

- Minimiser les risques pour les travailleurs et travailleuses suisses
- Introduire le Common Understanding dans l'accord (garanties, clause de non-régression)
- Améliorer le Common Understanding → Exception pour le règlement des frais
- Ouverture du trafic voyageurs international avec modèle de coopération
- Pas de concessions (croisées) au détriment des travailleurs et travailleuses jusqu'à la fin
- Adhésion de la Suisse à l'Autorité européenne du travail (ELA)

Mandat de négociation

De réelles améliorations au niveau national

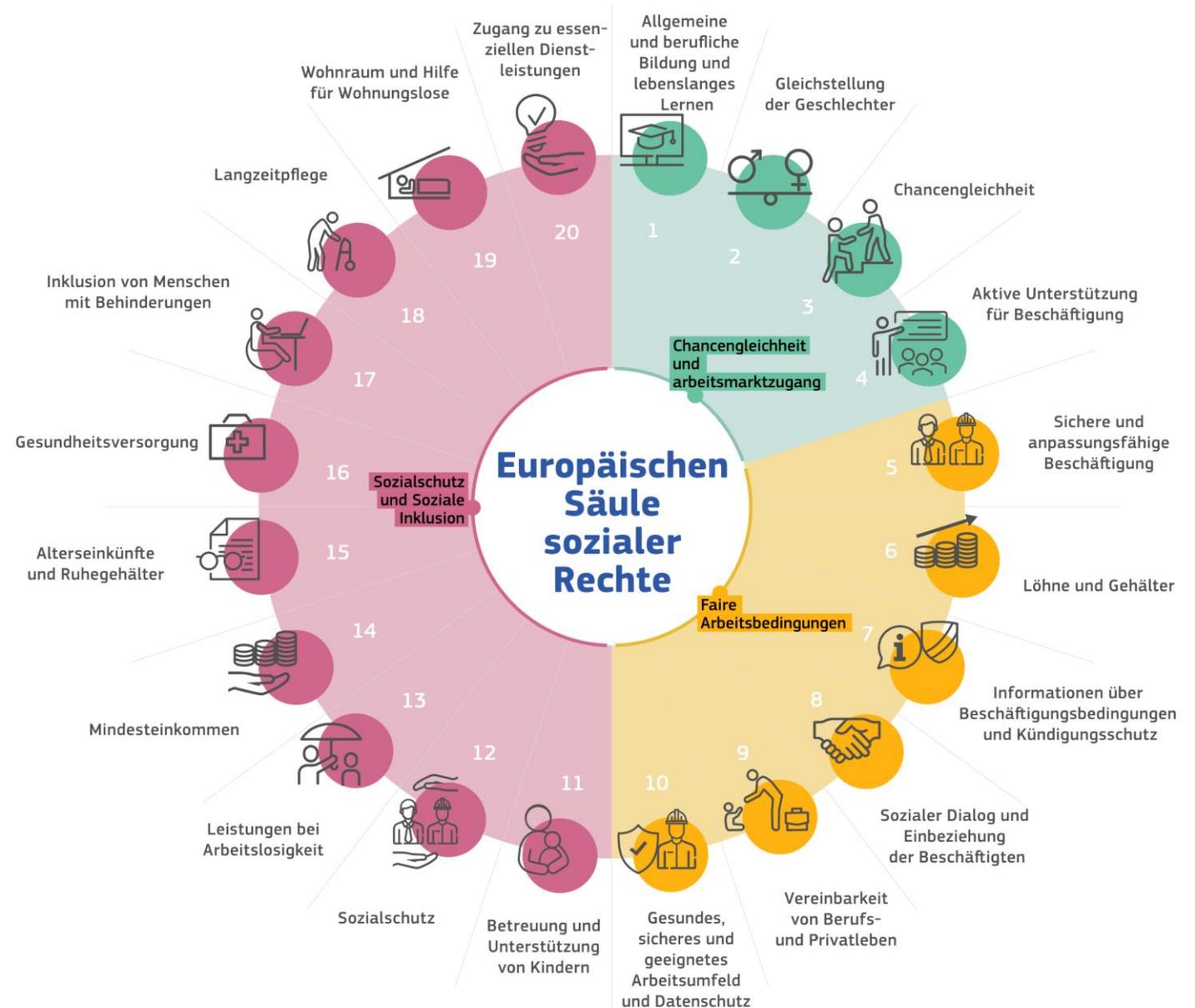
- Minimiser les risques et améliorer les mesures d'accompagnement pour les travailleurs et travailleuses en Suisse
- Compenser les détériorations par l'adaptation au droit de l'UE
- Accord national pour soutenir les mesures d'accompagnement même en échange de mesures de compensation
- Mesures dans le domaine du travail temporaire
- Protection des conventions collectives de travail déclarées de force obligatoire avec adaptation des quorums

Mandat de négociation

Socle européen des droits sociaux

→ Constat après le Brexit:

L'intégration européenne doit aussi apporter quelque chose aux gens.



Mandat de négociation

Évaluation du paquet global

- Appréciation globale après les négociations avec l'UE et les discussions à l'intérieur du pays
- Pas d'attaques contre le droit du travail / la protection des salaires (y compris pour le transport international de voyageurs)
- Avantages pour les travailleurs et travailleuses → Améliorations nécessaires
- Le paquet du Conseil fédéral sur l'amélioration du potentiel de main-d'œuvre indigène de mai 2019 n'a aucun lien avec la discussion actuelle.
- La libre circulation des personnes doit pouvoir être soutenue en cas de votation → Une vision à long terme est nécessaire pour les concessions sociales

Travail.Suisse

Contact

Adrian Wüthrich

Président / ancien conseiller national

Portable : 079 287 04 93

Courrier électronique :

wuethrich@travailsuisse.ch

travailsuisse.c

h

